



Terrorism

GIMUN

THE GIMUN CHRONICLES

Tuesday 24th March 2015

Geneva International Model United Nations

CONTENT

- 2 QUI EST LE NIGÉRIA AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ?
- 3 FIRST SECURITY COUNCIL MEETING
ATTENTAT DE TUNIS : L'ÉTAT ISLAMIQUE, NOUVEL ENNEMI DU JASMIN
- 4 COMMENT FONCTIONNE LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME ?
IOM: COOPERATION AND DIVISIONS
- 5 TALKING TO TERRORISTS; NOT FIGHTING TERRORISTS
FIXING AFRICAN AGRICULTURE: PRIVATE PROFIT VERSUS THE GOOD OF THE PEOPLE
- 6 TERRORISME ET LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE
- 7 LEGAL COMMITTEE GUEST SPEAKER: DR. MARCO SASSÒLI
OMS : LA CHINE ET LA RUSSIE DÉMARRENT FORT, CELA VA-T-IL CONTINUER ?
- 8 CARTOON OF THE DAY
THE ROLE OF THE PHARMACEUTICAL INDUSTRY IN INTERNATIONAL HEALTH ISSUES
- 9 COMMISSION JURIDIQUE: CONSENTEMENT AU NON-RECOURS À LA FORCE
LE CYBERTERRORISME : MENACE INTERNATIONALE IMPALPABLE
- 10 THE WAR AGAINST TERROR: WESTERN LEGAL RESPONSES
- 11 CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME : LE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS
RÉGIME D'ASSAD ET DAESH : « LES ENNEMIS DE MES ENNEMIS SONT MES AMIS ? »
- 12 WHO IS TURKEY IN THE LEGAL COMMITTEE?
- 13 BITS AND BOBS

EDITOR'S NOTE

It seems our world is going crazy. Caught up in a spiral of violence. Today, all we hear, all we see is explosion, shooting, slaughtering. The beginning of the 21st century is harsh, violent, unpromising. Our generation grew up with sordid stories and it does not seem to get any better. Just take the year 2015: not even three months have passed and we can already count too many deaths. Every week or so takes its toll: Charlie, Baga, Copenhagen, Bardo ...

Terrorism has evolved over the last decades. From the political terrorism of the 1970s like the Red Army Faction (or Baader-Meinhof Group) in West Germany or the Red Brigades in Italy, to liberation movements such as the ETA in the Basque country or what is happening between Palestine and Israel. And last but not least, we cannot leave out the religious terrorism of these past years. Al-Qaeda, Boko Haram and now ISIS showed recently that everyone is a potential target.

However, we must try not to fall into collective hysteria. The media plays a major role

in this issue and we must keep in mind that journalists are, first and foremost, human beings. As the killing of another human touches our deepest self, we cannot help but be very emotional. So we need to be careful when addressing the topic and when reading about it – we must try and think for ourselves.

This goes as well for all the youngsters filling the ranks of these terrorist groups, especially ISIS. It seems to us they have been “brain-washed” and do not really understand the ins and outs of this war. But the societies they are fleeing from need to reconsider a few things, because these young people think they lack future perspectives and points of reference.

This unprecedented movement is getting bigger and bigger. Unprecedented? Not quite... If we go back about eighty years ago, many young Europeans left their home to go fight during the Spanish War. Most were on the Republican side, others fought on the fascist one. There is a major difference with young people leaving today though. In

the 1930s, these young fighters fought for an ideal, they believed in what they were fighting for. Can we really say the same for today's young ISIS fighters?

Once again, the recent world events show us all how important it is to stick together and fight together in the war against terrorism. I believe GIMUN is bringing students together, and those students are maybe tomorrow's major actors. Decisions need to be taken, and it might well start here and now.

Anouk Peytreman
Co-Editor-in-Chief

QUI EST LE NIGÉRIA AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ?

JEAN-VICTOR NAPPEY

Pourquoi GIMUN ?

Comme je suis étudiante en relations internationales, la connaissance de l'ONU et des institutions internationales est essentielle. De plus, ayant auparavant participé à un MUN à Londres, j'ai trouvé cette expérience très enrichissante. J'ai voulu revivre cette expérience à GIMUN, car j'aimais beaucoup cette idée de conférence au sein des locaux de l'ONU. De plus, il est intéressant de participer à une conférence bilingue et le sujet m'intéressait énormément.

Pourquoi le Conseil de Sécurité ?

Les thèmes du Conseil de Sécurité m'intéressent énormément. D'abord la crise ukrainienne qui nous touche au cœur de notre sensibilité européenne, car c'est la première grande crise que traverse l'Europe depuis la fin de la Guerre froide. Ensuite l'État islamique car le terrorisme concerne le monde entier, surtout dans le monde dans lequel on vit actuellement qui est géopolitiquement instable.

Pourquoi le Nigéria ?

J'ai fait le choix du Nigéria car, pour la question du terrorisme, il est extrêmement intéressant de connaître la position d'un pays qui fait face à ce fléau depuis plusieurs années, comme c'est le cas avec Boko Haram, et de jouer son rôle à travers la position de délégué afin de mieux comprendre son point de vue. De plus, on entend très peu parler en Europe donc cela permet d'élargir un peu notre connaissance des enjeux mondiaux. Et enfin, concernant la crise ukrainienne, il est très intéressant d'étudier le point de vue d'un pays non européen sur une question européenne, mais aussi globale, car elle touche à l'ingérence et à l'intégrité territoriale d'un pays.

Comment Boko Haram est-il lié à Daech ?

Au début, Boko Haram se réclamait



indépendant et agissait de manière totalement autonome par rapport aux autres mouvements terroristes ; mais en mars 2015, il s'est rallié à l'État islamique en lui prêtant officiellement allégeance et il soutient désormais toutes ses actions de manière inconditionnelle. Par ailleurs, l'idéologie qu'il promeut est l'islamisme radical, c'est-à-dire la même idéologie totalitaire visant à imposer la Charia et justifiant toutes sortes d'exactions au nom de cet idéal. Et les moyens utilisés sont les mêmes : la violence armée sous toutes ses formes, avec massacres, tortures, et la recherche systématique de médiatisation.

Dans quelle mesure Boko Haram affecte-t-il le Nigéria ?

Au Nigéria, Boko Haram commet régulièrement de nombreux massacres et toutes sortes d'actes cruels envers des populations civiles afin d'instituer un climat de terreur. Au Nord les habitants ont peur, ne peuvent plus vivre. L'organisation y répand la terreur en massacrant des villages entiers.

Tout cela dure depuis 2005 environ. Au départ, l'organisation terroriste constituait une secte un peu isolée. Puis elle a beaucoup recruté. En de très nombreux points, Boko Haram est extrêmement similaire à l'État

islamique. Par exemple, il utilise beaucoup la propagande et se réclame d'une religion qui n'existe pas, comme Daech.

Comment le Nigéria compte-t-il lutter contre Boko Haram ?

Le Nigeria a déjà engagé une coopération militaire avec le Tchad.

Mais Boko Haram est une secte lourdement armée, bien organisée et très présente dans le nord du Nigéria, près du lac Tchad. La coopération est aujourd'hui essentiellement africaine car il s'agit d'un problème assez local. L'ampleur est incontestablement moins grande que pour l'État islamique, comme on peut le voir en Europe avec les djihadistes qui rejoignent Daech plutôt que Boko Haram, mais cette menace locale reste conséquente pour les pays concernés, qui ont des moyens limités pour y faire face à cause de leur pauvreté.

Qu'attend le Nigéria de la communauté internationale ?

Le Nigeria a besoin d'une aide conséquente, notamment financière et d'un soutien militaire, mais il a également besoin de manière urgente d'une importante aide humanitaire, pour toutes les victimes de Boko Haram dont le nombre croît rapidement. Il apparaît par ailleurs nécessaire de prendre des mesures sur le long terme, afin de combattre la secte de manière plus efficace et surtout de manière durable. Le Nigéria aimerait donc que la communauté internationale s'intéresse plus à Boko Haram au lieu de se concentrer uniquement sur l'État islamique, car les deux sont liés. Il ne faut pas faire de différence d'échelle entre les deux car c'est le même problème : le terrorisme, qui concerne le monde entier. Toute la communauté internationale doit donc s'y intéresser et prendre des mesures conséquentes, en aidant notamment les pays qui sont confrontés au terrorisme à grande échelle à l'intérieur de leurs frontières, comme c'est le cas du Nigéria.

fun fact!

Heard in the HRC: the delegates of Saudi Arabia and the United States are friends in real life, they're happily drafting a common resolution on human rights, how on earth is that realistic?

FIRST SECURITY COUNCIL MEETING

EMMA DROUIN

After a stimulating opening ceremony, the Security Council's first committee meeting kicked off smoothly, with an overall present and voting roll call. China, however, was not present. France emphasized the importance of a Chinese delegate.

Today's agenda was set on tackling ISIS. From the very start of each delegate's 90 seconds interventions, key words such as "act now", "difficult fight" and "unite" were to be heard. It was unanimously agreed by all members that ISIS must not be recognized or legitimated as a state, that this terrorist organization poses a major threat on global security and this problem must be solved through international cooperation. India pointed out that the struggle against ISIS is not a conventional one; indeed, ISIS is a new type of terrorist menace.

\This being the first meeting, many topics

were put forward such as the origin of ISIS funding, the protection of humanitarian aid, strengthening regional governments, the alarming rise of foreign terrorist fighters (FTF's), etc. France proposed the creation of a global trust fund, which would be used for reconstruction of devastated zones as well as the creation of a military outpost to protect humanitarian aid. Border security was also at the heart of this debate.

After lunch, China appeared and a motion was put forward to invite the Syrian and Iraq delegates. They shortly arrived in one body, that of Geoffrey Si (USG for Committee Management) who answered all members' questions with dedication.

The afternoon session took a dramatic turn when a suspension was interrupted by a report, released by the General Intelligence Directorate of the Kingdom of Jordan.

According to their intelligence, ISIS insurgents crossed into Turkey, attacking their forces. They launched a simultaneous attack on a southern Turkish Syrian refugee camp and the Kirkouk-Ceyhan pipeline, Iraq's most important crude oil pipe-line which ends in Ceyhan, Turkey. Turkey immediately called on NATO for support to help push back ISIS. Members agreed that aid must be given to the Iraqi government to protect their much-targeted pipeline. Several hundreds have already been killed. The SC is faced with a major crisis. It must come up with a firm presidential statement putting forward solutions to deal with the situation, starting with a swift military intervention. As the Kingdom of Jordan stated: "Time is of the essence". This fake crisis (yes, I know you thought it was real too...) was a great tool to get blood flowing and the SC member's alert. We are all looking forward to what surprises tomorrow will bring.

ATTENTAT DE TUNIS : L'ÉTAT ISLAMIQUE, NOUVEL ENNEMI DU JASMIN

GHADA BEN SAÏD

Depuis le début du Printemps arabe, amorcé dans le centre du pays en janvier 2011, la Tunisie est le seul pays concerné qui a réussi une transition politique vers une démocratie. Malgré une longue période de stabilité, un drame frappe le pays entier le mercredi 18 mars. En effet, deux hommes armés de kalachnikovs prennent d'assaut le musée national du Bardo, dans la banlieue de la capitale, ôtant ainsi la vie à 20 touristes étrangers et un Tunisien, et faisant une centaine de blessés. Le musée national du Bardo, symbole de la civilisation carthaginoise, est le plus grand et le plus visité de Tunisie. Selon les nombreux témoignages, les deux assaillants en avaient uniquement après les

groupes de touristes étrangers, demandant aux membres du personnel de leur dégager la voie. Il s'agit de la première opération terroriste visant des civils depuis le début du Printemps arabe.

L'organisation de l'État islamique revendique cette attaque. Un grand nombre de jeunes Tunisiens se font enrôler par des groupes extrémistes, le plus souvent à travers les réseaux sociaux, et rejoignent les rangs de l'EI en passant par des camps d'entraînement en Libye voisine. C'est le cas des deux assaillants du musée du Bardo, abattus sur place par la police. D'après le président tunisien Béji Caïd Essebsi, un troisième complice est

toujours en fuite. Tous trois faisaient partie d'une cellule dormante de l'EI. Plusieurs de ces cellules existent dans le pays, mais les autorités ne semblaient y prêter aucune attention jusqu'ici. Des milliers de Tunisiens sont partis combattre au Moyen-Orient aux côtés d'organisations islamistes, notamment en Syrie, et sont considérés comme la première menace du pays. Il aura pourtant fallu une catastrophe qui mette en évidence de sérieuses défaillances en matière de sécurité avant que des mesures concrètes ne soient prises par les autorités tunisiennes.



COMMENT FONCTIONNE LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME ?

CAMILLE DE FÉLICE

Depuis 2006, le Conseil des Droits de l'Homme remplace la Commission du même nom. En effet, celle-ci était jugée partielle et inefficace. Le Conseil fait partie des principaux organes intergouvernementaux des Nations Unies. Il est chargé de traiter des cas d'atteintes aux droits de l'homme. Son objectif est d'émettre par la suite des recommandations à l'encontre de ces violations. Il est constitué de 47 membres élus pour un mandat de trois ans et les sièges sont répartis en fonction des différents groupes régionaux de l'ONU. Le Conseil est présidé pour une durée d'un an par un Bureau de cinq membres représentant ces différents blocs.

En 2007, un an après son entrée en fonction, le Conseil a mis en place un certain nombre d'institutions afin d'assurer le bon fonctionnement de l'organisme. Parmi ces nouveaux mécanismes, nous pouvons citer l'Examen Périodique Universel. Son but est d'évaluer et d'étudier les situations des

différents pays représentés à l'ONU. En cas de non-respect aux droits fondamentaux des êtres humains, ce Comité consultatif doit le porter à la connaissance du Conseil. Grâce à cet exercice permanent, les États sont obligés de rendre compte régulièrement des avancées des processus afin de faire respecter les droits de l'homme dans leur pays. Il existe par ailleurs un autre dispositif : le Conseil consultatif. Constitué de 18 experts, il joue le rôle de « laboratoire d'idées ». La mission principale de ces experts est de fournir expertise et conseils sur les diverses questions traitées par le Conseil.

En parallèle du GIMUN, le Conseil des Droits de l'Homme tient actuellement l'une de ses trois sessions annuelles. Celle qui a lieu en ce moment est la principale. Selon le communiqué officiel de l'ONU, le sujet des débats en cours est l'état de la discrimination raciale dans le monde.

En ce qui concerne les discussions ayant lieu

dans le cadre du GIMUN, les deux principaux sujets abordés sont le trafic des êtres humains et la détention arbitraire.



IOM: COOPERATION AND DIVISIONS

FRANCESCA PASCHETTA

Following the provisional agenda proposed by the President and Vice-President of the committee, the debates on the first day of the conference focused on the immigration in the Mediterranean Sea. Being the most concerned country, Italy was allowed to open the debate and particularly stressed the dramatic situation of emergency and the lack of resources to address it, calling for both short and long-term solutions.

Most of the delegates agreed on the importance of collaboration, not only within the European Union, where the migrants are directed, but also within North African countries, where they originally come from.

However, after the initial agreement on cooperation, the first divisions became evident. On the one side, sending countries stressed the importance of welcoming migrants and accused the European Union to be unwilling to provide funds and resources to assist them. Delegates of Algeria and Burkina Faso put forward that financial solutions need to be given priority. Rich countries should not be afraid to take action and invest money in rescue operations. They should also help sending countries to improve their financial situation as well as promote political stability, so that their citizens are not attracted by other countries. On the other hand, European countries and Germany in

particular took a defensive position, stressing the strengthening of security measures and borders.

Unexpectedly, Italy took a moderate position and called for short-term solutions to rescue the migrants. Long-term solutions are also urgent but, as the ambassador of the United Kingdom suggested, institutions such as the World Bank and the IMF can provide assistance to those countries, where the economic difficulties are the primary cause of migration. Finally, France suggested the need for more concrete ideas and this will hopefully be the direction of the debate in the next days of the conference.

fun fact!

Heard a funny joke in today's session ? Seen a delegate in a colourful attire ? Share the joy by sending your fun facts to press@gimun.org

TALKING TO TERRORISTS; NOT FIGHTING TERRORISTS

PAULINE ESCARON

Most people's reaction to the Islamic State is to view it as a threat and to respond militarily to it (as my colleague Jean-Victor Nappey has done in his article in the first edition of our chronicle). My answer to that is as follows: terrorism in general is a political problem and should be dealt with as such.

Terrorism is automatically considered a security issue because it entails violent action, often against innocent people, to get the widest attention possible for a particular cause. An issue is considered a security issue in so far as it threatens human lives or human rights more broadly. A security issue is clearly identified by authority speakers (state leaders, NGOs, medias) and often requires emergency measures (such as military action or restrains on liberty of movement).

Answering to terrorism as a security threat has failed. It has lead politicians to take urgent measures (often military measures) that do not address the root of the problem and often only legitimises the claims of terrorists (creating fear among civilians and reinforcing the violence among the terrorists). The military response is the easiest response that politicians find to show they are acting when faced with terrorist attacks, but it is not the most effective, in the long term no one can "win" against terrorism.

Terrorism is a political issue because it is rooted in political claims: people want independence, want the fall of a government or want justice for a cause. Terrorism is often the last resort people have when other means of expression have failed. Why won't we listen to what terrorists have to say? The

argument often goes that talking with terrorists gives them legitimacy. But it has been found that terrorists are often willing to be heard and only gain legitimacy as long as they stay in the negotiations; if they leave them and return to violence they often loose legitimacy. Jonathan Powell has worked for years for the British government in negotiations with terrorists and has published in 2014 a book "How to talk to terrorists" to encourage dialogue rather than violence, look it up!

If Mrs. Charlotte Warakauller has taught us one thing in the opening ceremony, it is that we have to instigate trust among people and nations rather than fear. Let's not play the game of terrorists by creating fear, but let's play our role as citizens, human beings and nations: let's create trust, communicate and find political responses.

FIXING AFRICAN AGRICULTURE: PRIVATE PROFIT VERSUS THE GOOD OF THE PEOPLE

MODUPE MACAULAY

The issue of developing sustainable agriculture in Africa sparked passionate debate amongst delegates on Monday morning. All of them expressed deep concern towards the agricultural plight faced by Africa and a seemingly genuine interest in eliminating the political, economical and environmental problems that serve to weaken Africa's agricultural sector.

France, Egypt and Bulgaria were key contributors to the debate with all three nations proposing concrete plans in order to encourage sustainable agriculture in Sub-Saharan Africa. Egypt raised many pertinent points regarding the persistent water shortages that plague African nations. The European nations of France and Bulgaria diverged quite greatly, with France insisting on an increased presence of private companies in Africa in order to encourage agricultural growth. Such conventional proposals should be viewed with deep scepticism. The cocoa industry

comprises a significant proportion of African nations' export revenue. However, countless private companies, including industry giants Nestlé, Mars and Hershey's, exploit African cocoa farmers, paying the average worker a mere 2 USD a day, or in extreme cases, through the use of child labour. An increase in private sector companies in Africa will only lead to more of the same inevitable and sinister consequences of exploitation and forced labour.

France did not stand alone in its firm proposals of increased private sector presence in Sub-Saharan Africa. Indeed, the United States shared similar views. Israel also voiced its economic interests in South Sudan, Sudan and Ethiopia, after having made significant investments in the three nations in 2006.

Only Bulgaria's proposed plans were consistent with its empathetic rhetoric. Bulgaria provided a fresh and modern perspective on

concrete solutions that could serve to benefit Africa's agricultural sector, including the lifting of trade sanctions and environmental development, such as the necessary implementation of effective irrigation systems and canals.

If we are to change the future of Africa's agricultural industry we have to learn from past mistakes, change course and provide solutions we have never explored before. The traditional approaches of France, the USA and Israel will only produce more of the same disastrous results for Africa's agriculture – namely exploitation and a focus on private profit as opposed to African benefit. Breaking away from the traditionalism of the USA and Western Europe and embracing the refreshing and common-sense proposals of Bulgaria and Egypt testifies to the fact that the best solutions can sometimes come from unusual places.

TERRORISME ET LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE

CAMILLE DE FÉLICE

À l'heure où l'emploi du mot « terrorisme » et ses dérivés devient de plus en plus fréquent, où pas un jour ne passe sans qu'on entende parler de terrorisme islamiste, de terrorisme d'État ou encore de guerre mondiale contre la terreur, il est nécessaire de rappeler que, malgré plusieurs tentatives de l'Organisation des Nations Unies, il n'en n'existe toujours pas de définition juridique universelle.

Si trouver une définition qui convienne à tous pose problème, c'est bien parce que le terme est flou. De plus en plus, on fait un raccourci, désignant d'office ses ennemis comme des « terroristes ». Après maintes évolutions depuis son apparition dans le Dictionnaire de l'Académie française en 1798, le terme est devenu incontournable dans le lexique géopolitique du XXIe siècle. On est ainsi passé d'un emploi restreint à une utilisation étendue désignant une série de phénomènes parfois assez éloignés les uns des autres, « terrorisme » devenant un mot fourre-tout que chacun utilise à sa guise et parfois abusivement.

Faute de définition unanimement reconnue et intégrée au droit international, nous nous appuyons ici sur celle proposée par le Petit Larousse, qui décrit le terrorisme comme « un ensemble d'actes de violences commis par une organisation pour créer un climat d'insécurité ou renverser le gouvernement établi ».

Depuis le 11 septembre, les terroristes sont devenus les ennemis suprêmes, incarnant le « mal absolu », s'opposant à l'ordre établi. La « guerre mondiale contre la terreur » a été déclarée, devenant une composante importante des discours des hommes politiques. Le terme étant souvent utilisé pour qualifier les combattants de l'autre bord, certains groupes sont devenus « terroristes », alors que dans d'autres circonstances, ils auraient peut-être été de vaillants résistants. C'est notamment le cas des organisations autonomistes ou de libération nationale. Ainsi, les rebelles tamouls étaient des terroristes, aujourd'hui ce sont les combattants basques et kurdes qui le sont. Contrairement à d'autres groupes dont nous ne parlerons pas ici, comme al-Qaïda ou les Brigades rouges des années de plomb,

ces groupes luttent pour se libérer d'une domination perçue comme étrangère. Leur combat s'inscrit dans un cadre donné, avec un ennemi précis et des revendications territoriales limitées. Le Larousse définit la résistance comme « l'action de résister physiquement à quelqu'un, à un groupe, de s'opposer à leur attaque par la force ou par les armes. »

Ces deux définitions sont proches, mais, tandis que la résistance est légitime et saluée comme un acte d'héroïsme, le terrorisme est criminel et condamné. Dès lors se pose la question : à partir de quand parle-t-on de résistance ? Quand bascule-t-on dans le terrorisme ? Ces questions sont fondamentales, surtout que plusieurs groupes se revendiquant résistants et défendant un projet national sont considérés comme terroristes par la communauté internationale. Nous nous intéresserons ici au militantisme armé palestinien. Les attentats commis lors de la seconde intifada ou encore les roquettes tirées sur Israël depuis la bande de Gaza ont mené la communauté internationale à inscrire les mouvements nationalistes palestiniens sur la liste des organisations terroristes. Aux yeux des activistes, ces actions s'inscrivent dans la lutte contre l'occupation israélienne. L'inégalité du rapport de force justifie, selon eux, le recours à ce type d'actions.

Dans la conception moderne de la guerre, le champ de bataille s'est étendu, les combattants ne se confrontent plus directement et les civils sont de plus en plus souvent les premières victimes des conflits, ce qui installe un climat de terreur au sein de la population. Le terrorisme semble donc faire partie de la guerre telle qu'elle est menée aujourd'hui.

Dans le cas palestinien, les violences commises lors de la seconde intifada, consistant à envoyer des individus commettre des attentats en Israël, relèvent du terrorisme si on se réfère aux définitions proposées plus haut. Les civils israéliens étaient généralement les premières victimes de ces attaques ; ils étaient pris pour cible à cause de ce qu'ils représentaient et non pour leur implication directe. Dans la dialectique des groupes palestiniens, les Israéliens, à moins qu'ils ne s'affirment

officiellement contre la politique menée par leur gouvernement, soutiennent indirectement la guerre menée par Israël. Il n'y aurait donc pas de civils innocents. Par ailleurs, les factions palestiniennes affirment défendre leur peuple et leur terre en répondant avec leurs moyens à la violence israélienne.

En décembre dernier, le Tribunal de l'Union européenne avait annulé l'inscription du Hamas sur la liste des organisations terroristes de l'UE en raison d'un vice de procédure. Toutefois, l'UE avait rapidement précisé qu'elle maintenait le gel des avoirs de l'organisation, puis fait appel contre la décision du Tribunal. Pour Sami Abou Zouhri, le porte-parole du Hamas à Gaza, cette réaction a révélé la partialité des Européens dans le règlement du conflit. Son impression était également alimentée par les réactions de la communauté internationale suite à la guerre à Gaza durant l'été 2014. Certes, de nombreuses voix s'étaient élevées pour dénoncer le « terrorisme » israélien, mais concrètement les mesures prises contre Israël sont restées modestes. Y aurait-il donc un fond de vérité dans les déclarations de ce représentant palestinien qui dénonce le fait qu'aux yeux de la communauté internationale, le terrorisme ne se trouve bel et bien que d'un côté, c'est-à-dire du côté palestinien ?

En guise de conclusion, nous rapportons ici les propos du journaliste français Jean-François Kahn : « il y a dans toute action de résistance une intention libératrice ; il y a derrière toute action terroriste une intention totalitaire. » En luttant pour conquérir leur liberté et leur droit à vivre dignement, les Palestiniens poursuivent-ils un but en opposition avec nos principes démocratiques ? En réponse aux infractions quotidiennes au droit international par l'État israélien, face aux multiples échecs des négociations diplomatiques et à la mollesse des sanctions internationales à l'encontre d'Israël, la réaction palestinienne n'est-elle pas justifiable ? Et même si ses moyens d'action sont discutables, la communauté internationale, en accusant seules les organisations palestiniennes de terrorisme, ne manifeste-t-elle pas son parti pris ?

fun fact!

L'équipe de traduction atteint cette année son record de testostérone, avec DEUX garçons pour onze filles. Messieurs les délégués, serait-il l'heure d'envisager une réorientation ?

LEGAL COMMITTEE GUEST SPEAKER: DR. MARCO SASSÒLI

ASHLEE PITTS

Professor of international law and director of the Department of international law and international organization at the University of Geneva, Dr. Marco Sassòli gave a presentation to members of the Legal Committee with a strong focus on peacekeeping missions. He gave an in-depth insight on how peacekeeping missions can be improved but gave an almost pessimistic perspective: “if you do not have enough military forces to enforce peace, you must have the consent of all the parties.” There is an implication in his statement that the United Nations Peacekeeping Operations do not have the strength to execute the mission at hand nor are they skillful in exercising impartiality, which is a critical part of their daily operations on the ground.

Dr. Sassòli spoke extensively about reports of people involved and participating in the United Nations Peacekeeping Missions who

have been accused of wrong doings. He bluntly brought about the concept of organizations being hesitant and hoping to avoid prosecuting one of “their own”. However, one cannot help but think that doing so is defeating the purpose and initiative behind the United Nations’ overall message of peace and fairness to the world. He mentioned the alleged reports of rape and abuse by UN peacekeepers and staff.

The law professor referred to the legal framework of model peacekeeping operations as being dominated by insufficient funds and the lack of a clear mandate. He demonstrated a very critical analysis of how the missions are operated but also offers the perspective of countries who are understandably hesitant or reluctant to send soldiers in harm’s way only to be killed for the UN Charter. But he points out that despite the fear to lose soldiers, not having

Peacekeeping Missions at all is out of the question, because of armed conflict and economic repressions. He considers no missions at all to be worse than initiating a mission that does not have the means to complete the main objectives: “we must deal with what we have”. He parted ways with us leaving us curious, frustrated and driven to figure out how the peacekeeping and peace-building missions can be improved. We cannot deny the improvements that the United Nations has made in the world regarding their Missions but the overall message of Professor Sassòli presentation is that there is definitely room for improvement. Our presence here at the United Nations and our drive to be the next world leaders provides a glimpse of hope.

OMS : LA CHINE ET LA RUSSIE DÉMARRENT FORT, CELA VA-T-IL CONTINUER ?

MARIE LANIESSE

Avant de pouvoir commencer les débats, le comité OMS a eu quelques soucis d’ordre technique. Tout d’abord, l’écran ne marchait pas et les casques non plus (du moins le mien).

Ensuite, il y a eu des erreurs de canaux pour la traduction : le canal 2, censé être pour l’anglais, est en fait consacré au français, et ce de même pour le canal 3, censé être le français et qui est l’anglais. Je conseillerais aussi aux interprètes de penser à couper leurs micros durant les silences dans la salle. Pendant la résolution des petits soucis techniques, quelques participants ont pris des photos de notre salle, qui paraît-il serait la plus belle, afin de garder des souvenirs.

11 h 17 : l’écran s’allume enfin, les délégués peuvent commencer à débattre.

La présidente Michaela Dorcikova commence par faire l’appel, les 23 pays du comité sont présents. La première motion est l’ordre du jour. C’est la Chine qui propose de commencer par le thème : rôle de l’influence de l’industrie pharmaceutique sur les questions de santé internationale, qui est votée par tous les membres. Chaque pays fait un discours d’ouverture par ordre alphabétique, dont le temps de parole est d’une minute, et tous sont ravis d’être là (étrange, non ?). Chacun exprime son opinion sur le premier sujet qu’ils ont choisi de traiter :

Après les discours d’ouverture, le temps de parole passe de 1 à 1 min 30 s. Le premier pays à prendre la parole est les États-Unis. Les USA, la Chine, la Fédération de Russie et ont l’air très bavards et ne cessent de s’ajouter à la liste des orateurs. Ces deux derniers

semblent être très motivées et en pleine forme en ce premier jour de débats. Les points forts abordés durant cette première heure de débats sont principalement la corruption de l’industrie pharmaceutique ainsi que l’accès aux médicaments, jugé inégalitaire par certains pays.

Une motion de suspension de débat de 5 minutes est votée, durant laquelle quelques pays en profitent pour discuter de manière informelle. Les débats reprennent, mais la Fédération de Russie souhaite ajourner le débat afin de pouvoir aller déjeuner.

fun fact!

According to a seduction expert, women should be more obvious when they want a man to kiss them, otherwise men never know when is the right time! He also gave a tip to men: If you want to kiss a woman, you should give her a Baci chocolate (baci means kiss in Italian).

CARTOON OF THE DAY

GHADA BEN SAÏD



THE ROLE OF THE PHARMACEUTICAL INDUSTRY IN INTERNATIONAL HEALTH ISSUES – THAMARA ROMERO

CAROLINE MOUNTFIELD

Tamara Romero, an international trade lawyer specialising in intellectual property and commercial laws, representing UNCTAD, honoured the WHO comity with her presence to give a speech about the role of the Pharmaceutical Industry on International Health Issues. Access to medicine is one of the most significant issues in today’s world. It is paradoxically a basic human right as well as the main factor of death around the world. Pharmaceutical companies can play and should play an important role in the bettering of humankind’s health.

States must provide medicine in sufficient quantities, at affordable prices, on a basis of no discrimination, joining efficiency and quality. But such a goal is difficult to achieve, and therefore facilitating access to medicine has become a key issue. Poverty stands in the way of this purpose. For instance, 9.7 million of the 34

million people suffering from HIV worldwide live in the least developed countries, where cancer is also expected to rise up 82% from 2008 to 2030.

Patents contribute to the high cost of the medicines. They are a very controversial matter as their marked oriented approach is highly criticized by human rights activists, but at the same time protected by international law. The TRIPS Article 27(1) stands that “patents shall be available for any “invention” that are new, involve an inventive step and are industrially applicable”. After all, pharmaceutical companies need incentives to make major investments and moreover they want to recover what they spend. On the other hand, they contribute to create monopolies, and increase the drug prices.

There is a growing need for a long-term balance between market-driven policies and a

greater access to healthcare. But the moves we make have to be well calculated; the number of new chemicals entities is decreasing, Big Pharma companies have now more interest promoting the line of their blockbuster products than actively encouraging research.

Generics represent an important option that allows greater access to healthcare. They are copies of brand-name drugs, similar in dosage form, safety, strength, route of administration, quality, performance characteristics and intended use. Although countries must respect the life span of the patents, it is important to note the flexibility given to the least developed countries, which can produce patent drugs in their own countries. Tamara Romero finished her enlightening speech by stressing the vital need to invest in capacity building, disseminating information and promoting transfer of technology.

COMMISSION JURIDIQUE: CONSENTEMENT AU NON-RECOURS À LA FORCE

ELLIOT CLARKE

Comme prévu dans le planning du Comité Légal, les opérations de maintien de la paix sont à l'honneur en cette première journée de débats. Si le sujet est complexe, la première session fut quant à elle tâtonnante. Nos délégués s'habituent peu à peu au fonctionnement et aux procédures, puis laissent place à la réflexion. Une première suspension modérée permet de lancer les débats sur les grands principes qui régissent ces opérations. Le consentement et le non-usage de la force sont le point d'orgue des discussions. Forcément, quand on s'attaque aux socles de souveraineté nationale les egos s'affolent, même à l'ONU.

C'est en seconde partie de journée avec la visite de M. Sassòli (voir page 7) que les débats prennent de la vitesse : une motion de suspension non modérée voit émerger la géographie diplomatique des débats. Les

pays arabes et africains se mettent d'accord pour pousser à une plus grande coopération régionale des OMP, et donc à une certaine valorisation de leur proximité géographique. L'Iran sera le plus fervent sur ce point, comme sur son importance évidente dans la gestion des conflits au Moyen-Orient. Le bloc sud-américain s'est fait plus discret en cette première journée, mais il a néanmoins évoqué un projet de « responsabilité protectrice » dont il nous révélera rapidement les modalités. Les pays occidentaux favorisent une approche plus ancrée aux principes des OMP avec une question qui ressort : le consentement doit-il absolument être étatique ? Le ton monte entre un Iran attaqué et des États-Unis fermes.

La Norvège a beaucoup fait entendre sa voix en cette première journée : critique du Conseil de Sécurité, attention particulière à la

protection civile et acceptation de situations de conflits armés. Ces thèmes n'en finiront pas d'orienter les débats.

Espérons que certaines propositions plus concrètes pour définir un cadre multidimensionnel à ces opérations seront proposées dès demain. En attendant, les positions ne cessent de s'éclaircir, avec le ciel, au Palais des Nations.



LE CYBERTERRORISME : MENACE INTERNATIONALE IMPALPABLE

JEAN-VICTOR NAPPEY

À l'heure de la mondialisation et de la diminution de l'importance des frontières devant de nombreux problèmes transfrontaliers, le cyberterrorisme et les cyberattaques sont devenues un sujet crucial. En effet, avec les progrès technologiques actuels impliquant de plus en plus les technologies informatiques, la question de la sécurité informatique devient fondamentale.

En juin 2010, le virus Stuxnet a été découvert par VirusBlokAda, une société de sécurité

informatique basée en Biélorussie. Ce virus, introduit par clé USB dans une centrale nucléaire iranienne et fonctionnant sans être repéré pendant plusieurs années, consistait à ralentir et à endommager les réacteurs nucléaires de la centrale, sans que les techniciens ne s'en aperçoivent. Son origine n'a jamais été identifiée de manière formelle mais Israël et les États-Unis sont fortement soupçonnés.

En 2012, la société anti-virus russe Kaspersky

Lab détecte le virus-espion Flame sur 600 ordinateurs infectés au Proche Orient. Cette société craignait même une épidémie mondiale de ce programme malveillant. Considéré comme « cyber-arme », il permettait d'intercepter les messages électroniques, de dérober les données PDF et Office ainsi que des graphiques, et même d'enregistrer les conversations. Le virus pouvait également avoir des fonctions beaucoup plus dangereuses : il suffisait de l'équiper d'une « ogive », ce que de nombreux pays sont capables de faire.

Ces deux exemples montrent que la technologie informatique peut aujourd'hui mettre au point des armes diverses et variées, dont l'ampleur de la dangerosité n'est pas encore connue. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'elles seront de plus en plus importantes et de plus en plus menaçantes dans les années à venir. Il est donc urgent de trouver des solutions pour contrer cette menace qui ne connaît aucune frontière étatique et dont les conséquences peuvent s'avérer désastreuses.



THE WAR AGAINST TERROR: WESTERN LEGAL RESPONSES

FRANCESCA PASCHETTA

The terrorist attack on the Twin Towers and the Pentagon on 09/11 scared the whole world, marking the beginning of a new era in domestic and international security.

If previous attacks, such as the bombings of the World Trade Centre in 1993 and of US embassies in 1998, had already threatened the West and the USA in particular, the attack in 2001 attracted the attention of the global community on the severity of the terrorist threat. It awakened the need for actual measures and strategies to set against extremists, in order to protect citizens and the Western civilization in general, which is the terrorists' target. Governments have approved anti-terrorism laws that are essential but imperfect.

The United States were the first to react with a concrete answer to the threat, with the Patriotic Act passed in 2001, which included a drastic rise in security measures, some of them particularly controversial, because they seemed to undermine individual rights. Following this Act, 1000 people, mainly Muslim immigrants, were interned by the Justice Department; about 600 "enemy combatants" taken prisoners in Afghanistan were held at the US naval base at Guantanamo Bay in Cuba without the rights available to ordinary criminals or prisoners of war. Through the Patriotic Act and many others that followed, the US borders have been reinforced and the spending for military force and defence drastically increased.

The UN adopted a Global Counter Terrorism Strategy in the form of a resolution and an annexed Plan of Action on September 8th 2006. For the first time Member States have all agreed to a common strategic approach, condemning terrorism as unacceptable. The Plan of Action includes cooperation of the Member States and coordination of anti-terrorism activities. Among these are the promotion of tolerance, peace, justice and human development, the safeguard of human rights, the prosecution or extradition of perpetrators of terrorist acts and assistance to the victims of terrorism and their families. Finally, the strategy includes that all Member States should

be active in the fight, exploiting all possible means, and encourages the involvement of regional and sub-regional organisations.

Moreover, on September 24th 2014 the UN Security Council has approved the Resolution 2178 to tackle the threat of "foreign fighters" – radicalized European citizens who travel to training camps in Syria and Iraq, thus becoming militant extremists. The Resolution is binding for Member States but its enforcement is up to each state. Following the Resolution, they must stop individuals believed to be "foreign fighters" and prevent them from leaving the country for training or committing terrorist acts.

As regards the European Union – the second main objective of extremist militants –, the European Parliament adopted a new legislation to combat terrorism on September 23rd 2008, but many European states claim that it is not enough to protect its citizens, especially after the attacks in Paris in January 2015 showed that Europe is an easy target. France, which was directly involved in the events, urges Europe for an active response to the threat, but the European Commission is reluctant to take a leading role, claiming that it does not dispose of the necessary forces, equipment and intelligence services to do so. Thus it leaves each state with the responsibility to protect themselves against possible terrorist attacks.

Particularly interesting are the measures adopted by the German government. Not satisfied with the current legislation to counter terrorism, the Justice Minister Heiko Maas has presented in February 2015 the draft of an anti-terror law that would strengthen the existing laws, implementing the UN Resolution against "foreign fighters". If the amendments gain the approval of the Bundestag, Germany will be the country with the harshest law on terrorism. Not only are terroristic acts outlawed, but travelling from Germany to countries such as Syria and Iran to be trained as militants will be punishable by law. The draft law has been highly criticised by the political opposition for being "unconstitutional", because it is restrictive of fundamental human rights

and it is not an effective solution to the threat. Opponents also claim that this law will prevent neither radicalization nor possible attacks.

The UK is also likely to adopt a very harsh legislation particularly addressed to radicalization. This is currently the main issue in this European country that counts the highest number of citizens that have been radicalized. Among them three schoolgirls from London, who recently went to Syria to be trained as "Jihadi brides", and "Jihadi John", whose identity has recently been revealed as Mohammed Emwazi, a London university graduate responsible for the beheadings of at least seven US and British hostages.

The Home Secretary Theresa May declared the need for enhanced security measures, claiming that the UK is facing a struggle "on many fronts". A new Counter-terrorism and Security Act has been approved on February 16th 2015 and includes new powers for the police and security services, a strict control on communication data as well as the requirement that schools and colleges help to prevent people from being radicalized. Once again, this bill has aroused a debate about the balance between the citizens' personal liberties and the increased powers of the police and the security services.

The debate about personal liberties is open. The activity of the security services is highly controversial: they have been accused of infringing human rights, harassing or even neglecting suspects, since they have failed to capture some militant extremists who have managed to slip through the net. How to deal with those radicalized and found guilty of terrorist acts is also an issue at stake. Moreover, Western countries – the US in particular – are accused of using torture, which gives terrorist groups a chance to justify their actions against the Western civilization. This shows that there is still much to do in the War against Terror and that new strategies and balanced rules should be adopted to face a struggle that is everything but an ordinary conflict.

fun fact! Charlotte Warakaulle's answer on how to address the over-arching issue of trust: "I was hoping you'd tell me on Friday!"

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME : LE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS

CAMILLE DE FÉLICE

La première journée de débats s'est ouverte ce lundi avec la question de la traite des êtres humains. À tour de rôle, les différentes délégations et ONG présentes sont intervenues pour présenter le point de vue de leur organisme. Un semblant de consensus semble régner sur la nécessité d'agir contre ce fléau. Ce phénomène touche en effet tous les États présents, que ce soit en tant que pays d'origine ou de destination. Plusieurs pays, dont un grand nombre de pays d'origine des victimes du trafic d'êtres humains, ont insisté sur l'urgence de mettre en place des mesures tant au niveau de l'éducation que de l'économie. En effet, ils estiment que la pauvreté et les inégalités sociales sont les principales causes

de ce drame humain. L'après-midi a été principalement consacrée à des conversations de groupes afin d'établir les grandes lignes de travail qui serviront aux prochaines discussions et à la rédaction des résolutions.

Le CICR a dénoncé le véritable manque de volonté de coopérer de certains États, qui sous le couvert de bonnes intentions faisaient passer leurs intérêts régionaux en premier. Cuba a également regretté le peu de propositions concrètes, trop souvent noyées dans les condamnations et les déclarations théoriques. Néanmoins, plusieurs délégués ont fait état d'avancées dans les discussions, privilégiant généralement un travail

selon une logique de blocs régional. Lors des nombreux caucus, deux groupes se sont formés. D'un côté quelques pays comme le Pakistan, le Royaume-Uni ou encore le Viêt-Nam ont dénoncé la politique « totalitariste » de certaines délégations qui travailleraient davantage pour leur propre compte que pour l'éradiquer l'esclavage moderne, allant jusqu'à refuser tout travail commun. De leur côté, le Brésil, le Kenya, le Maroc et leurs alliés ont décidé de diviser les tâches. Ainsi certains ont choisi de se concentrer sur les sanctions tandis que d'autres étudiaient des propositions de prévention.



RÉGIME D'ASSAD ET DAESH : « LES ENNEMIS DE MES ENNEMIS SONT MES AMIS ? »

SARA HUSSAMI

Captif de l'État Islamique de juin 2013 jusqu'à avril 2014, Nicolas Hénin sort son livre intitulé « Jihad Academy : nos erreurs face à l'État islamique » début mars 2015. Véritable plaidoyer sur la façon dont il faut comprendre et mieux lutter contre le terrorisme, ce livre indignerait le citoyen occidental lambda qui ne tolère pas qu'on relativise la monstruosité de l'EI ou « Daesh » pour les intimes. En effet, selon Hénin, l'État islamique est avant tout le fruit de la passivité de la communauté internationale face au soulèvement du peuple syrien depuis mars 2011.

Interviewé à la télévision française, Nicolas Hénin défend sa position « Nous avons dans le Moyen-Orient des masses de gens privés de moyens d'expression, (...). Quand nous avons à ce point des gens privés de moyens d'expressions, que font-ils ? Ils s'enferment et s'enterrent dans l'action violente

clandestine (...). Le terrorisme qui nous [Occidentaux] frappe n'est rien par rapport à celui qui frappe la population là-bas ». En effet, même si les attentats de Charlie Hebdo ont fait 17 morts et que six otages occidentaux ont été décapités en Syrie, les premiers qui pâtissent de cette violence sont les peuples à la merci du véritable monstre à deux têtes qu'est le régime syrien et Daesh.

Nicolas Hénin et Jean-Pierre Filiu, spécialiste de l'Islam contemporain, accusent tous deux la communauté internationale de faire preuve de lâcheté et de passivité, ce qui a contribué à la montée de l'extrémisme et renforcé Assad. Les rebelles, qui luttent avec dignité pour obtenir la démocratie dans leur pays, sont aujourd'hui sous le joug de l'État islamique et l'armée syrienne est renforcée par la Russie d'un côté et par le Hezbollah de l'autre.

D'après Jean-Pierre Filiu, la vision manichéenne qui consiste à voir le régime d'Assad en lutte directe avec Daesh est bien naïve. En effet, il y a une véritable entente entre le régime tyrannique et l'État islamique autoproclamé pour se répartir les territoires du pays au dépend de l'adversaire commun, à savoir les rebelles révolutionnaires.

En clair, si à première vue l'État islamique est potentiellement l'ennemi numéro un du régime, il ne faut pas oublier qu'aucun territoire sous son contrôle n'a été visé jusqu'ici par Daesh, et de surcroît l'armée syrienne n'a jamais frappé l'EI depuis le début des hostilités. En somme, jamais un conflit géopolitique n'a aussi bien confirmé le dicton : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis »

WHO IS TURKEY IN THE LEGAL COMMITTEE?

ASHLEE PITTS

1. Who are you, where are you from and what do you study?

My name is Aline Douxfils and I'm from Belgium. I'm currently doing my third year of Bachelor's in Law Studies.

2. Why did you apply to this year's GIMUN Annual Conference?

Quite simple: because I enjoyed it so much last year.

3. What changes need to be made in order to make Peacekeeping Missions more efficient and effective?

The main objectives to maintain long-term peace need to be a significant part of the PKMs. There needs to be more regional and organizational cooperation. The UN doesn't know how to protect their target population while remaining impartial.

4. Given the recent events where ISIS recruits are using your country as a transit country in order to cross over to Syria, would you endorse an intervention by the United Nations to reduce the amount of people coming to Turkey only to become connected and eventually join ISIS?

More security must be implemented but it is difficult to trace everyone. Turkey would endorse such UN led interventions under the condition that the efforts made would not disrupt the daily lives of the Turkish people.

5. What is Turkey's goal today in addressing PKMs?

Turkey's goal is to rethink the key concept of the PKMs so that they can meet new challenges. More legal norms need to be put in place in order to protect the targeted population and civilians.

6. Russia holds the belief that a nation's sovereignty should never be disregarded or violated, despite its endorsement of the Pro-Russian separatists who are continuing to wreak havoc in Ukraine. Do you believe that a PKM should be established there?

This is a time of conflict for Ukraine and Russia. Peace building as opposed to peacekeeping would be a more accurate description of what this conflict needs in order to improve the situation.

7. Given ISIS' threat to the Middle East as well as to the rest of the world, do you think national sovereignty should be disregarded in this case for the sake of international security?

Turkey would endorse a global coalition to relieve the issues ISIS is responsible for. The fact that they are committing atrocities and crimes against humanity should warrant such intervention disregarding sovereignty. Turkey deeply believes in protecting national sovereignty; however, when crimes are committed against the people then the circumstances change.

8. What exceptions, if any, should be made for sovereignty to be disregarded?

Situations where crimes are being committed against the people of a country, not necessarily on a large scale, should disregard sovereignty. In many cases, states are being brutalized to the point where there is irrevocable damage.

9. What are you personally hoping to gain from this debate?

As a law student, I would like to gain a better understanding of the many dynamics of universal jurisdiction as well as peacekeeping missions. The legal aspect of this debate will be very beneficial for me from an academic perspective.



10. Do you believe that PKMs are necessary in the light of Boko Haram's and ISIS' radical behavior and murderous campaigns?

Yes, it is necessary. The current legal framework is not adapted to the new challenges. Collaboration between regional organizations and the United Nations would be helpful. Having people on the ground that can report to the UN would help create an atmosphere of transparency and collaboration.

fun fact!

« Le Secrétariat général vous a fourni une pomme, c'est maintenant à vous de la croquer. » Petite allusion discrète à l'équipe logistique de l'un de nos Secrétaires généraux lors de la cérémonie d'ouverture.

Ce soir, régálons-nous de fondue !

Une fois n'est pas coutume, ce soir nous dégusterons la traditionnelle fondue ! Nous nous retrouverons à 20h au Restaurant des Vieux-Grenadiers, véritable institution genevoise, pour manger une délicieuse fondue moitié-moitié, véritable institution suisse.

Rien de tel qu'une bonne fondue pour passer un moment chaleureux et convivial. Ce plat typique s'inscrit dans la continuité du thème de la conférence, puisqu'il n'existe pas de frontières dans la fondue : tout le monde trempe son morceau de pain dans le même caquelon ! Et attention à ne pas le perdre, sinon gare au gage !

La fondue moitié-moitié est l'alliage magique du gruyère et du vacherin : crémeuse à souhait, elle fond dans la bouche et glisse dans nos gosiers affamés. Elle s'accompagne traditionnellement d'un bon vin blanc suisse, mais si l'alcool n'est pas vraiment votre tasse de thé, vous pouvez justement en boire, du thé. Évitez les boissons froides et non gazeuses si vous ne voulez pas vous retrouver avec la mythique, l'épique, j'ai nommé : la boule au ventre...

Vos papilles gustatives sont en extases, vous en voulez encore mais il ne reste plus rien ? N'ayez crainte et demandez à manger la « religieuse » : la délicieuse croûte formée au fond du caquelon. Encore une expérience à ne pas manquer !

Laissez-vous emporter jusqu'à la Voie lactée par les effluves divins de fromage. La fondue : un bonheur suisse, à consommer sans modération, ou presque...



Day Trip: Knights, Drones and Cocoa Beans

CAROLINE MOUNTFIELD

Sunday morning, 8 o'clock, and a lot of sleepy faces were waiting at Place Dorcière to hop on one of our five massive buses; Saturday night rest had obviously been short for everybody. After riddles, jokes and naps we arrived on the shores of Lac Léman, ready to discover the medieval atmosphere of Château de Chillon, with its knights' armour and canons. After a party of hide and seek and a debate about the risks of falling off the chairs, we headed out, some taking pictures of the picturesque view, and others... drinking a special bottle of Chillon's finest wine (don't be quick to judge, we all have our flaws).

We then stopped to have lunch in the center of the marvellous city of Montreux, taking hungry bites from our sandwiches and juicy apples, although some of the biggest appetites among us still paid a visit to the local McDonald's. After taking some selfies with Freddy Mercury's tremendous statue we continued portraying our (beautiful) selves in a photo shoot where the photographer was indeed a drone! We bravely stood next to the lake, with the sun in our eyes, crying real tears, to bring you the best pictures.

Then we headed to Vevey in order to visit the Confiserie Poyet, where we learnt all about the history and the making of chocolate from a passionate cocoa bean expert. We got to taste different types of chocolates, trying to grab as many as possible – the King of Thailand's chilli-filled praliné especially caught my attention. After some chocolate shopping, we finally got back on our bus with smiles on our faces.

Finally, dear readers, I would like to warn you, GIMUN's journalist crew is watching you.



UN Day at the Palais des Nations

Since 2009, every year on October 24th, GIMUN has been collaborating with the United Nations Organisation in Geneva to celebrate the anniversary of the entering into force of the UN Charter, by gathering students, UN officials, academics and NGO representatives for an event called "UN Day". UN Day is a unique opportunity for young people to express their visions regarding a selected topic under an overarching theme in one of various panels lead by selected speakers who are specially invited for the occasion and specialized in the particular area of debate.

Every year, GIMUN commits to choosing a topic that is at the core of the international debate and of the youth's interests: from the role of the UN in our day-to-day lives and the evolution of human rights to the concept and implementation of human security,

as it was the case recently. The Palais des Nations becomes for this day an exceptional platform, in which every participant has the chance to both learn and discuss, by exchanging ideas not only with other students but also with experts and professionals in the field chosen.

Given the success of UN Day in the past years, GIMUN recently decided to organise other similar events that reproduce the concept of UN Day but in a shorter format: the International UN Days. For each of them, GIMUN selects a United Nations observance and invites 50 students to the Palais des Nations for an afternoon of debate. For its first edition, GIMUN celebrated the Universal Children's Day last November 20th and chose to center the debate on the protection of children in war and the challenges of education policies.



Editors in chief

& journalists



EMMA



FRANCESCA



MARIE



JEAN-VICTOR



ELLIOT



PAULINE



CAMILLE



SARA



graphic designer
DEE



graphic designer assistant
TAYO



journalists
CAROLINE



ASHLEE



GHADA



MODUPÉ



editors in chief
ANOUK



MARIE-AMBRYM

